

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE

LILLE, le 26/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RAMERY ENVIRONNEMENT

Parc d'entreprises La Motte du Bois
62440 Harnes

Références : Ramery_Environnement_Haubourdin_RAPVI_0007005139_2023_09_06
Code AIOT : 0007005139

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/09/2023 dans l'établissement RAMERY ENVIRONNEMENT implanté Rue des Lostes 59320 Haubourdin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le contexte d'une opération ciblée visant à vérifier les prescriptions relatives aux émissions de poussières sur le port de Santes et dans les communes voisines. Le jour de la visite d'inspection, le climat était caractérisé par une période de sécheresse depuis plusieurs jours et les conditions météorologiques par la présence d'un vent d'intensité modérée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RAMERY ENVIRONNEMENT
- Rue des Lostes 59320 Haubourdin
- Code AIOT : 0007005139
- Régime : Enregistrement

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La plateforme de regroupement, de transit et de tri de déchets exploitée à Haubourdin par la société Ramery Environnement est spécialisée dans le traitement (regroupement, tri et transit) de déchets provenant essentiellement de l'activité du bâtiment et travaux publics (BTP).

Cette installation a été déclarée le 17 septembre 2007 pour l'exploitation de 2 installations classées soumises à déclaration, répertoriées selon les rubriques suivantes de la nomenclature :

- rubrique n° 1530.2 : dépôt de bois, papiers, cartons ou matériaux analogues. Les volumes de stockage déclarés sont limités à 18 000 m³ pour le bois et à 4 bennes de 30 m³ pour les cartons ;
- ancienne rubrique n° 98 bis-B.2 : dépôt de matières usagées combustibles à base de polymères (déchets de plastiques). Le volume déclaré est limité à 120 m³ de plastiques.

Un récépissé de déclaration a été délivré le 14 janvier 2008 prenant acte de cette déclaration. L'acte administratif précité a été délivré à la société La Nordiste de l'Environnement (LNDE) devenue aujourd'hui Ramery Environnement.

Le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 a modifié la nomenclature des installations classées du secteur du traitement des déchets.

Cette modification a fait passer l'installation exploitée par la société Ramery Environnement dans la catégorie des installations soumises à autorisation.

Cette dernière a fait valoir son droit d'existence en application des dispositions des articles L.513-1 et R.513-1 du Code de l'Environnement.

Des arrêtés préfectoraux complémentaires du 23 janvier 2013, 14 octobre 2014 et 19 mars 2021 encadrent désormais l'activité de l'installation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Opération ciblée envols des poussières.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Envois des poussières	AP Complémentaire du 19/03/2021, article 5	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection le site présentait un niveau d'empoussièrement important. Les envols de poussières étaient notables.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Envols des poussières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/03/2021, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions diffuses et envols de poussières
Prescription contrôlée : Tous les dispositifs nécessaires seront mis en places pour limiter les émissions de poussières [...].
Constats : Le site et les voies de circulation sont fortement empoussiérées. Le jour de la visite d'inspection, le climat était caractérisé par une période de sécheresse depuis plusieurs jours et les conditions météorologiques par la présence d'un vent d'intensité modérée. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant indique que le balayage des voies de circulation avait été réalisé 15 jours avant la visite d'inspection. L'exploitant indique également que, pour la nouvelle zone (zone haute du site), un dispositif d'aspersion est prévu. L'exploitant précise également que la présence de poussières est liée au fait qu'il attend les autorisations pour imperméabiliser une nouvelle zone d'exploitation. Lors de la visite, l'inspection constate des envols importants de poussières lors de la circulation des engins (voir photo en annexe) ainsi que des envols de poussières provoqués par les volatils. Ce constat constitue une non-conformité.
Observations : Afin de limiter les envols de poussière, l'exploitant établit une procédure, qui tient compte des conditions météorologiques, et installe des équipements en nombre suffisant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

Annexe : planche photographique





**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture du Nord

Secrétariat général
Direction de la coordination
des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales
Réf : DCPI-BPE/

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société Ramery Environnement
de respecter les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire
du 19 mars 2021
pour son établissement d'Haubourdin**

Le préfet de la région Hauts-de-France,
préfet du Nord

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 30 juin 2021 portant nomination du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord, M. Georges-François LECLERC ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 mars 2021 imposant à la société Ramery Environnement des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son site d'Haubourdin ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 février 2023 portant délégation de signature à Mme Amélie PUCCINELLI, en qualité de secrétaire générale adjointe de la préfecture du Nord ;

Vu le récépissé de déclaration du 14 janvier 2008 prenant acte de la déclaration de la société Ramery Environnement d'exploiter une plateforme de transit et de tri de déchets du bâtiment et des travaux publics sur le territoire de la commune d'Haubourdin (59320), rue des Lostes ;

Vu le rapport du 26 septembre 2023 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts de France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier/courriel du [REDACTED] ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier/courriel du [REDACTED] ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier du [REDACTED] ;
OU

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du projet susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de la visite d'inspection su 06 septembre 2023, le climat était caractérisé par une période de sécheresse depuis plusieurs jours et la présence d'un vent d'intensité modérée ;
2. que ces conditions climatiques sont propices aux envols de poussières ;
3. lors de la visite du 06 septembre 2023, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que le site et les voies de circulation sont fortement empoussiérées et que des envols de poussières sont importants ;
4. que ces constats constituent des manquements aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté du 19 mars 2021 susvisé qui disposent :
 - « Tous les dispositifs nécessaires seront mis en places pour limiter les émissions de poussières [...] » ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Nord ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet

La société Ramery dont le siège social se situe sis Parc d'entreprises La Motte du Bois à Harnes (62440) Environnement est mise en demeure de respecter dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 5 de l'arrêté du 19 mars 2021 susvisé en mettent en place des dispositifs techniques d'abattement des poussières et une procédure interne visant à limiter les envols de poussières.

Article 2 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé au ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

En outre et en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, l'arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, il peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois suivant sa notification ou suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence de deux mois gardé par l'administration.

Le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet des éventuels recours gracieux ou hiérarchique.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 4 – Décision et notification

La secrétaire générale de la préfecture du Nord est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire d'Haubourdin ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie d'Haubourdin et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-med-2023>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le

Pour le préfet et par délégation,

la secrétaire générale adjointe

Amélie PUCCINELLI